

DOCUMENT DE TRAVAIL

DT/97/12

Mettre en valeur le lien entre pauvreté et formes d'emploi au Bangladesh

Un objectif pour une adaptation de l'enquête 1-2-3

Jean-Luc DUBOIS
Sarah MARNIESSE

Mettre en valeur le lien entre pauvreté et formes d'emploi au Bangladesh : un objectif pour une adaptation de l'enquête 1-2-3

Jean-Luc Dubois¹ et Sarah Marniesse²

¹ Economiste DIAL-ORSTOM
² Etudiante en thèse CED-DIAL

Table des matières

Introduction.....	3
1. Le contexte au Bangladesh	6
1.1. L'évolution macro-économique	6
1.2. La mesure de la pauvreté.....	8
1.3. Les interrogations et les besoins en information	11
2. Modifier l'enquête 1-2-3 pour mesurer la pauvreté.....	13
2.1. Des modifications dans les caractéristiques de l'enquête	13
2.1.1. Une enquête auprès des ménages	14
2.1.2. Une enquête à phases en séquence	15
2.1.3. Une enquête urbaine	16
2.2. L'observation de la pauvreté.....	17
3. L'enquête 1-2-3 : un moyen de relier pauvreté et création d'emploi.....	19
3.1. Une nouvelle structure de l'enquête	19
3.1.1. Pauvreté et micro-entreprises: un effet sur la séquence des phases	21
3.2. Emploi, pauvreté et micro-entreprises	22
3.2.1. La relation entre emploi et pauvreté	23
3.2.2. Micro-entreprises et dynamique du secteur informel	24
3.3. Des éléments pour la politique économique.....	25
Conclusion	27
Bibliographie.....	30

Table des illustrations

Tableau 1 Incidence de la pauvreté : pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté.....	9
--	---

Introduction

Le Bangladesh se situe parmi les pays les plus pauvres du monde. Son PNB par tête est de 230 \$ en 1994¹ et de 240 \$ en 1995, quant aux enquêtes sur la consommation des ménages elles estiment à 47,4% en 1992 la population vivant au dessous du seuil de pauvreté². L'indice de développement humain le place au 144ème rang sur 175 pays, avec 0,368 en 1994³. De plus, les taux d'analphabétisme (51% de la population en 1995), de mortalité infantile (75‰) et de malnutrition infantile (31% des enfants souffrant de retards dans la croissance et 7% de malnutrition aiguë) confirment ce diagnostic⁴. Face à cette situation, le gouvernement, en s'appuyant sur des financements de la communauté internationale, met la lutte contre la pauvreté comme priorité à sa politique économique, tant au niveau des réformes mises en œuvre que des programmes de développement à long terme.

L'Union Européenne, qui donne annuellement environ 60 millions de \$ E.U. au titre de la Commission, et plus de 400 millions avec les Etats membres, sur un total de 1.800 millions \$ d'aide publique au développement⁵, souhaite jouer un rôle plus actif dans la coordination des actions entreprises dans cette direction. Les textes officiels justifient cette orientation puisque le Traité de Maastricht préconise comme thème d'intervention prioritaires : le renforcement de la démocratie, le développement économique et social, l'insertion des pays en développement dans l'économie mondiale et la lutte contre la pauvreté. Ce dernier est d'ailleurs complété par une résolution du Conseil de l'Union sur la lutte contre la pauvreté et par un accord-cadre de coopération réciproque entre l'Union et le Bangladesh⁶.

Dans ce contexte, le gouvernement bengali a besoin a nécessité d'une information statistique de qualité sur certains domaines comme le niveau de pauvreté et sur son évolution dans le

¹ Ref : *Bangladesh. Annual Economic Update : Recent Economic Developments and Medium-Term Reform Agenda*, July 1996, The World Bank, Washington, 56 p.

² Ref : (i) *Report on the Household Expenditure Survey 1991-92*, November 1995, 290 p.; (ii) *Summary Report of Household Expenditure Survey 1991-92*, February 1995, 22 p. ; Bangladesh Bureau of Statistics, Dhaka.

³ Ref : *Human Development Report 1997 : Poverty and Human Development*, 1997, UNDP, Oxford University Press, 250 p.

⁴ Ref : *Achieving the Mid Decade Goals for Children in Bangladesh*, 1996, BBS and UNICEF, Dhaka, 68 p.

⁵ Ref : *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement : versements, engagements, indicateurs économiques 1989-92*, 1994, OCDE, Paris, 340 p. En 1992, les principaux bailleurs de fonds étaient la Banque asiatique de développement (320 millions \$), la Banque mondiale (crédit IDA pour 307 millions), le Japon (172 millions), les Etats-Unis (130 millions), le Royaume Uni (120 millions), le FMI (113 millions), la Belgique (108 millions).

temps, les conditions de vie des ménages et la variété des situations de pauvreté, les formes d'emploi et les niveaux de revenus. Ceci afin de concevoir des politiques publiques, ciblées sur les groupes sociaux les plus touchés, qui permettent à terme d'éradiquer la pauvreté. Le Bureau de Statistique du Bangladesh (BBS⁷) est l'organisme officiel qui est chargé de produire cette information au moyen d'opérations comme l'Enquête dépenses auprès des ménages, l'Enquête de suivi de la pauvreté, l'Enquête de suivi du développement local, le Recensement agricole, l'Enquête sur l'emploi, l'Enquête démographique et de santé⁸, etc.

Le BBS regroupe 7 départements : Population et enquêtes démographiques ; Recherche, formation et enquêtes par sondage ; Revenu National et statistiques du travail, industrielles et commerciales ; Statistiques agricoles ; Statistiques Industrielles ; Traitement informatique et cartographie statistique ; Reproduction, documentation et publication⁹. Se rajoutent une dizaine de projets réalisés sur financements externes comme, par exemple, le recensement de la population et de l'habitat 2001 ; le projet démographique et de santé 1993-98 ; le suivi régulier et continu de la pauvreté ; le projet nutritionnel ; le renforcement du système de saisie des données de l'enquête sur les dépenses des ménages ; le recensement agricole 1997-98 ; l'utilisation des intrants agricoles pour les cultures principales ; le renforcement des comptes nationaux ; la Banque de données nationale ; le suivi du développement au niveau local¹⁰. Ses effectifs s'élèvent à plus de 3.500 personnes dont les deux tiers sont réparties dans 23 directions régionales et 483 bureaux de district. En mars 1998 le BBS disposera d'un nouveau siège regroupant en un lieu unique l'ensemble des départements et projets qui sont actuellement dispersés à travers Dhaka. Ceci ne pourra que renforcer la cohésion et l'efficacité de cette institution.

⁶ Ref : (i) Accord de coopération commerciale entre la Communauté européenne et le Bangladesh paru au JO L 319 du 19.11.1976 ; (ii) résolution du Conseil N°10641/93 sur la coordination des politiques de coopération dans le domaine des politiques de réduction de la pauvreté ; (iii) autorisation du Conseil du 17.07.96 pour la négociation d'un nouvel accord-cadre de coopération et de commerce mettant, notamment, l'accent sur " la coopération au développement, en particulier en faveur des couches les plus pauvres de la population".

⁷ En anglais : Bangladesh Bureau of Statistics BBS.

⁸ Respectivement en anglais : Household Expenditure Survey 1991-92 et 1995-96 ; Poverty Monitoring System 1994 et 1995 ; Local Level Development Monitoring Survey 1994 ; Labour Force Survey 1990-91 et 1995-96 ; Health and Demographic Survey 1993-94 et 1997-98 ; Agricultural Census 1997-78.

⁹ Respectivement en anglais : Population & Demographic Survey Wing ; Research, Training & Sample Survey Wing ; Industry, Trade, Labour Statistics & National Income Wing ; Agriculture Statistics Wing ; Industry Statistics Wing ; Computer Data Processing & Statistical Cartography Wing ; Reproduction, Documentation & Publication Wing.

¹⁰ Respectivement en anglais : Population Census and Housing 2001 ; Health and Demographic Project 1993-98 ; Regular and Continuous Monitoring of Poverty ; Nutrition Project ; Strengthening the Data Entry System for the Household Expenditure Survey ; Agricultural Census ; Use of Agricultural Inputs for the Main Crops ; National Data Bank ; Local Level Development Monitoring.

La demande en informations fiables et rapidement accessibles de la part des bailleurs de fonds et des décideurs politiques, se fait actuellement de plus en plus pressante. De plus, elle tend à s'accroître avec l'augmentation des interventions extérieures et la reprise de la croissance. Le BBS se voit donc obligé, pour améliorer son efficacité et mieux cibler son public, de repenser l'ensemble de son organisation, notamment les processus de collecte d'information, de production statistique et de diffusion des résultats.

C'est pour répondre à ce besoin que l'Union Européenne se propose de financer, pendant une année, un projet pilote d'assistance technique au BBS de 1million d'Ecus¹¹. Ce projet met l'accent sur trois points : l'amélioration des processus de suivi de la pauvreté et de recommandation d'interventions, la coordination des opérations de production de données à travers le pays, et le renforcement des instruments d'observation de la pauvreté urbaine¹².

C'est ce dernier point qui nous intéresse tout particulièrement. En effet, nombreux sont, au Bangladesh, les instruments d'investigation tournés vers la connaissance de la pauvreté rurale alors que la pauvreté urbaine, en augmentation, est relativement peu observée et, en conséquence, souvent insuffisamment analysée.

Dans l'esprit de l'Union Européenne, et plus précisément de l'Office Statistique des Communautés Européennes, l'observation de la pauvreté urbaine justifie la mise en œuvre d'une enquête en trois phases qui a fait ses preuves en Amérique Latine et en Afrique : l'enquête 1-2-3. Cette dernière a permis de cerner les problèmes d'emploi et d'évaluer l'importance que prend le secteur informel comme réponse à ces problèmes. Cet objectif ne semble pas, à première vue, trop éloigné des besoins en informations du BBS à partir du moment où l'on considère que les pauvres du milieu urbain travaillent en majorité dans le secteur de l'auto-emploi et des micro-entreprises, dont une bonne part appartient au secteur informel.

L'enquête 1-2-3, sous sa forme standard, comprend trois phases. La première recueille des informations sur l'emploi et fournit des informations sur la population active et le chômage. Se basant sur les résultats de la première phase, la seconde sélectionne les micro-entreprises appartenant au secteur informel et en étudie les caractéristiques. La troisième phase fournit des informations sur la consommation de produits informels et sur les lieux d'achat correspondants.

¹¹ Correspondant à 1,2 millions \$ et 51,6 millions de Thaka, au taux de change de 1 Ecu pour 1,2 \$ et 43Tk pour 1 \$.

On voit ainsi que cette enquête, dans ses grandes lignes, ne répond pas exactement aux besoins en informations du Bangladesh pour lequel l'objectif de lutte contre la pauvreté urbaine demande de connaître non seulement les problèmes d'accès à l'emploi, mais aussi les problèmes de pauvreté et de distribution de revenu ainsi que la situation de l'auto-emploi et des micro-entreprises qu'elles appartiennent ou non au secteur informel.

Cette différence d'objectifs, notamment la prise en compte du niveau de pauvreté et de l'ensemble des formes d'emploi impose de revoir la structure et les méthodes de l'enquête 1-2-3 standard, tout en conservant sa caractéristique la plus originale d'enquête en phases articulées les unes aux autres.

Ce travail a été effectué au cours d'une mission spéciale de l'Union Européenne auprès du BBS en avril-mai 1997. Il a demandé d'élaborer un cadre d'analyse théorique des problèmes de la pauvreté urbaine et de repenser, en conséquence, un certain nombre d'éléments méthodologiques de l'enquête 1-2-3. Ce sont les aspects originaux de cette démarche qui seront exposés dans ce papier. Mais auparavant, il nous faut exposer l'environnement général dans lequel cette démarche prend corps.

1. Le contexte au Bangladesh

Pour décrire le contexte dans lequel se situe cette opération, on exposera en quelques lignes les caractéristiques de la situation bangladaise, notamment l'évolution du cadre macro-économique, la façon dont est mesurée la pauvreté et les nouveaux les besoins en informations qu'engendre la mise en œuvre d'une politique de réduction de la pauvreté urbaine.

1.1. L'évolution macro-économique

Bien que des progrès considérables aient été réalisés dans le domaine macro-économique depuis 1971, année de l'Indépendance, le Bangladesh demeure toujours à la traîne de la plupart des pays asiatiques. Pourtant, dès le premier plan quinquennal de développement,

¹² Ref : *Technical Assistance to the Bangladesh Bureau of Statistics*, Final Report, 1997, European Commission DG I, Brussels.

publié en novembre 1973, le gouvernement avait instauré la réduction de la pauvreté comme l'objectif fondamental de sa politique économique.

Entre 1975, année où l'économie du Bangladesh, perturbée jusque là par la guerre d'Indépendance, a recommencé à suivre un cours normal, et 1995, le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 4,3% par an¹³. L'année 1996 a connu, en raison de bonnes récoltes, une croissance de 5,3% et cette tendance s'est confirmée en 1997. Sur la même période, le taux de croissance de la population est passé de 2,7% jusqu'au début des années 80, à 2% dans les années 90, apportant les premiers effets de la transition démographique, notamment la baisse du taux de fécondité de 7 enfants par femme en 1970 à 3,4 en 1995, donnant ainsi une taille moyenne de 5,3 personnes pour les ménages urbains comme ruraux.

Il en est résulté une croissance du PIB par tête qui est passée de 1,5%, à la fin des années 70, à 2,2% au cours des années 90. Si ces taux semblent faibles comparés à ceux qui ont habituellement cours dans les pays asiatiques, ils sont néanmoins nettement supérieurs au taux de 0,7% qui fut, en moyenne, celui du pays pendant les 20 ans précédant son Indépendance.

Un certain nombre de calamités d'origine naturelle comme les famines sont mieux maîtrisées malgré la forte densité de population¹⁴ sur un territoire exigü (147.570 km²) régulièrement menacé, de mai à octobre, par les cyclones et les inondations du Gange et du Brahmapoutre résultant de la mousson.

Malgré cette croissance régulière, le PNB par tête reste encore à un faible niveau, soit 240 \$ en 1995. Notons toutefois, que le PNB par tête du Bangladesh en parité de pouvoir d'achat (ppa), qui traduit la capacité des populations à satisfaire leurs besoins de consommation avec le système des prix locaux et non en se basant sur des normes internationales, se situe, en 1994, à près de 1.380 \$, ce qui le place presque au niveau de la Côte d'Ivoire, dont le PNB par tête est de 660 \$ mais le PNB ppa par tête de 1.580 \$¹⁵. Cet écart entre valeurs courante et ppa du PNB traduit le fait que, au Bangladesh, les produits importés sont extrêmement chers, à la différence des productions locales comme les vêtements, l'alimentation, le logement et les transports. Une telle opposition entre ces deux types de produits, "échangeables et non échangeables", n'est pas aussi marquée dans la plupart des économies africaines, notamment celles de la zone franc CFA.

¹³ La croissance a été cependant plus marquée sur les périodes 1975-80 (4,2%) et 1990-95 (4,6%) qu'entre 1980-90 (3,4%).

¹⁴ Les recensements décennaux montrent que la population est passée de 28,9 millions d'habitants en 1901 à 41,9 millions en 1951, de 71,5 millions en 1974 à 106,3 millions en 1991 et qu'elle est estimée à 126,2 millions en 1997 donnant une densité de 860 h/km².

On remarque cependant une sensible amélioration de l'ensemble des indicateurs sociaux depuis deux décennies. Les chiffres les plus récents, entre 1991 et 1995, montrent que le taux de mortalité infantile est passé de 92‰ à 75‰, l'espérance de vie de 56,1 à 58,3 ans, le taux d'analphabétisme de 64,7% à 51,3%, et le taux brut de scolarisation des 5-24 ans de 42,9% à 48,8%. Autant de résultats qui sont particulièrement encourageants.

1.2. La mesure de la pauvreté

Différents instruments d'investigation sont utilisés pour observer, au niveau micro-économique, les situations de pauvreté et pour en évaluer l'incidence. Le Bureau de Statistique du Bangladesh réalise à intervalles réguliers, depuis 1973-74, des enquêtes sur les dépenses des ménages, la 10^{ème} ayant été réalisée en 1995-96¹⁶. De plus, pour suivre l'évolution de la pauvreté, une enquête de suivi fonctionne depuis 1994, recueillant des informations deux fois par an¹⁷. Cependant les difficultés de financement de ces opérations et la lourdeur du processus actuel de traitement des données rendent difficile la production rapide d'informations fiables.

D'autres institutions mènent des enquêtes ciblées en relation plus ou moins étroite avec le BBS. C'est le cas de l'Unicef concernant les enfants et de Helen Keller International pour les catégories pauvres. Mais leurs échantillons, sélectionnés par choix raisonné dans des villages pauvres ou dans des bidonvilles urbains, ne sont pas représentatifs du niveau de pauvreté national. S'ils ont le mérite de décrire des situations de pauvreté particulières, ils rendent difficile toute comparaison avec les chiffres officiels au niveau national.

Enfin, des centres de recherche comme l'Institut bangladais d'études de développement ou le Centre d'études urbaines¹⁸ réalisent, sur financements extérieurs, des enquêtes et des études au niveau national, utilisant pour cela leurs propres méthodes qui ne sont pas toujours compatibles avec celles du BBS, notamment pour l'estimation du seuil de pauvreté. Ceci accroît la confusion en raison des différences de résultats, mais néanmoins contribue à

¹⁵ Ref : *The World Bank Atlas 1997*, The World Bank, Washington, 48 p.

¹⁶ 10 enquêtes annuelles, dénommées Household Expenditure Survey (HES), ont eu lieu en 1973-74 (sur 11.773 ménages), 1976-77 (11.520), 1977-78 (28.000 ménages ruraux), 1978-79 (17.750), 1981 (9.750), 1983-84 (3.840), 1985-86 (3.840), 1988-89 (5.760), 1991-92 (5.760), 1995-96 (7.440 ménages).

¹⁷ Trois passages ont eu lieu en octobre 1994, avril 1995 et décembre 1995. Le dernier passage est le seul à avoir recueilli des informations auprès d'un échantillon de 1.200 ménages urbains à côté des 3.300 ménages ruraux.

¹⁸ Respectivement en anglais : Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS) et Center of Urban Studies (CUS).

renforcer l'idée que le BBS doit devenir la seule institution capable de fournir rapidement des informations fiables sur l'évolution de la pauvreté au niveau national.

La méthode retenue par le BBS pour mesurer l'incidence de la pauvreté s'appuie sur la définition d'un seuil de pauvreté correspondant au revenu nécessaire pour acheter la quantité d'énergie calorique qui assure la survie physique. Celle-ci est estimée à 2.122 calories, par personne et par jour et donne, en 1995, une incidence de la pauvreté de 46,8% en milieu rural¹⁹ et de 43,6% en milieu urbain²⁰. Un seuil d'extrême pauvreté correspondant à l'achat de 1.805 calories, par personne et par jour, permet de saisir la dispersion des ménages, car on obtient ainsi 3 catégories de population : les très pauvres, les pauvres et les non-pauvres. Ainsi, on obtenait en 1995, avec l'enquête de suivi en milieu urbain, 56,4% de non-pauvres et 43,6% de pauvres dont 18,2% de très pauvres. Le seuil de pauvreté calculé par ajustement aux dépenses du ménage, incluant dépenses alimentaires et non alimentaires, était alors de 710 Thaka (ou 17 \$) et le seuil d'extrême pauvreté de 432 Thaka (ou 10 \$).

Ces seuils de pauvreté, maintenus constants dans le temps, permettent de mesurer l'évolution de la pauvreté et de l'extrême pauvreté et de comparer les incidences respectives en milieu rural et en milieu urbain comme le montre le tableau ci-dessous qui rassemble les résultats de la série d'enquêtes sur les dépenses des ménages effectuées de 1973-74 à 1995. On y remarque la tendance à la réduction de la pauvreté sur le long terme, même dans sa forme la plus extrême.

Tableau 1 Incidence de la pauvreté : pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté

Années des enquêtes	Seuil de pauvreté absolu 2.122 calories par personne/jour		Seuil d'extrême pauvreté 1.805 calories par personne/jour	
	Rural	Urbain	Rural	Urbain
1973-74	93,0	81,2	49,8	29,0
1981-82	73,8	66,0	52,4	30,9
1983-84	57,0	66,4	37,9	35,5
1985-86	51,0	56,0	22,1	19,2
1988-89	47,8	47,7	29,5	20,5
1991-92	47,6	46,6	28,3	26,1
Oct.1994 (Suivi)	43,5	milieu non enquêté	donnée non produite	milieu non enquêté
Avr.1995 (Suivi)	47,9	milieu non enquêté	donnée non produite	milieu non enquêté
Dec.1995 (Suivi)	46,8	43,6	donnée non produite	18,2

Source : *Summary Report of Household Expenditure Survey 1991-92*, February 1995. Bangladesh Bureau of Statistics, Dhaka, 22p.

¹⁹ Ref : (i) *Report on the Poverty Monitoring Survey 1995*, December 1996. Bangladesh Bureau of Statistics, Reproduction Documentation & Publication Wing, Secretariat, Dhaka, 156 p. ; (ii) *Poverty Monitoring Survey in the Rural Areas December 1995 : Summary Results*, 1997, Faizuddin Ahmed and Md. Shamsul Alam, Communication at the CIRDAP-BBS National Seminar on Poverty Monitoring 30 April 1997, Dhaka, 13 p.

²⁰ Ref : *Poverty Monitoring Survey in the Urban Areas December 1995 : Summary Results*, 1997, Md. Delwar Hossain, Communication at the CIRDAP-BBS National Seminar on Poverty Monitoring 30 April 1997, Dhaka, 13 p.

Notons, cependant, que certaines études effectuées par d'autres institutions que le BBS remettent en cause ces conclusions²¹. Elles montrent que la baisse n'est pas uniforme dans le temps et qu'elle n'est pas évidente actuellement²². Si elle s'est avérée relativement forte entre 1973-74 et 1985-86, elle est moins nette dans les années qui suivent, notamment en ce qui concerne l'extrême pauvreté. D'ailleurs, une partie de la baisse du nombre de pauvres en milieu rural se trouve compensée par la migration de ces ménages vers les villes où ils viennent accroître le nombre des extrêmement pauvres.

En ce qui concerne l'avenir, des estimations grossières ont été effectuées par le Centre d'études urbaines pour l'an 2000 et l'an 2010, en prolongeant les tendances actuelles. Elles prévoient respectivement 45 % et 40% de pauvres au seuil de pauvreté absolu, et 25 % et 20% au seuil de pauvreté extrême. On assisterait donc à une baisse en pourcentage de la pauvreté urbaine. Mais, comme la population urbaine, entre ces deux dates, passerait de 37,3 à 56,8 millions, le nombre de pauvres augmenterait en chiffres absolus (16,8 et 22,7 millions) de même que le nombre de très pauvres (9 et 10,8 millions). Ainsi à la baisse relative de la pauvreté coïnciderait une augmentation du nombre de pauvres. Ce paradoxe intéressant est fréquent dans de nombreux pays en développement et se retrouve à l'échelle mondiale²³.

Cette mesure de la pauvreté à partir de la détermination de seuils peut être rapprochée de celle des fractiles qui consiste à découper la distribution du revenu, ou de la consommation, en cinq ou dix classes d'effectifs égaux, délimitées respectivement par des quintiles ou des déciles. Cependant cette dernière donne une meilleure image des différences entre catégories sociales et permet de mesurer les inégalités au moyen de l'indice de Gini. Indice qui est passé en milieu urbain de 0,38 en 1973/74 à 0,37 en 1985/86 et 0,40 en 1991/92, traduisant donc une augmentation des inégalités²⁴. Pourtant c'est en milieu urbain que ce sont principalement portés les effets de la croissance de ces dernières années, si bien que cette augmentation des

²¹ Une enquête du BIDS utilisant un autre seuil de pauvreté montre une faible amélioration de l'incidence en milieu rural. La pauvreté aurait baissé de 57.5 % en 1987 à 51.7% en 1994 et l'extrême pauvreté de 25.8% à 22.5%. Ref : (i) " Rural Poverty in Bangladesh : Trends and Determinants", 1992, M. Hossain and B. Sen, *Asian Development Review* n°10 ; (ii) " Monitoring Adjustment and Urban Poverty in Bangladesh : Issues, Dimensions, Tendancies", 1993, B. Sen and Q.T. Islam, in *Monitoring Adjustment and Urban Poverty in Bangladesh*, Dhaka.

²² Ainsi une enquête effectuée par le Centre d'études urbaines auprès de 3.000 ménages urbains fin 1995, et financée par la Banque asiatique de développement, montre que 61,3% des ménages urbains vivent en pauvreté absolue et 40,2% en état d'extrême pauvreté.

²³ Il s'agit d'un phénomène normal pour des pays qui ont connu une forte croissance démographique. En Inde, en 1947, sur 353 millions d'habitants il y en avait 75% au dessous du seuil de pauvreté soit 265 millions, en 1995 il y a 950 millions d'habitants dont 30% au dessous du seuil de pauvreté soit 285 millions. Très forte baisse relative et augmentation en chiffres absolus.

²⁴ Ref : *Bangladesh. Annual Economic Update : Recent Economic Developments and Medium-Term Reform Agenda*, July 1996, The World Bank, Washington, 56 p.

inégalités, qui traduit l'échec des mécanismes de redistribution, a pour effet de ralentir la diminution de la pauvreté.

Une autre approche, plus qualitative, se base sur des indicateurs relatifs aux conditions de vie pour décrire les situations de pauvreté. Il s'agit, par exemple, du type d'habitat, du type d'alimentation, de l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau, de l'accès à l'emploi et du type d'emploi, de la possession d'actifs, de l'existence de relations sociales, etc. Cette approche, qui met l'accent sur la satisfaction des besoins essentiels, est plus précisément le fait de l'enquête de suivi du développement local, même certaines informations se retrouvent dans la plupart des enquêtes²⁵. Ces indicateurs calculés pour différentes catégories de ménages sont regroupés au sein d'un profil de pauvreté qui donner une vision comparée des situations de pauvreté²⁶. L'enquête de suivi de la pauvreté montre ainsi, dans ses résultats de décembre 1995 pour le milieu urbain, que l'alimentation des plus pauvres est essentiellement composée de riz et d'un peu de poisson, que les toits en tôle ou en paille sont dominants dans des habitations sans équipement sanitaire, que l'eau vient essentiellement de puits et de fontaines publiques, etc. Elle montre aussi que les chefs de ménages les plus pauvres se trouvent parmi les ouvriers des petites activités de production tels que les charpentiers, potiers, tisserands, forgerons, etc., ou de services comme les conducteurs de taxi-scooter, de pousse-pousse, les chargeurs, les transporteurs, etc..

1.3. Les interrogations et les besoins en information

Ainsi, la présence, en milieu urbain, d'une augmentation des inégalités et d'une pauvreté qui tend à s'accroître en chiffres absolus, couplées au foisonnement de petites activités souvent mal rémunérées amènent à s'interroger sur les raisons de cette situation et sur son devenir.

On peut noter, en premier lieu, que le processus d'urbanisation relève d'une tendance de long terme et qu'il a de fortes chances de se poursuivre. En 1991, date du dernier recensement, la population urbaine était de 22,5 millions d'habitants sur un total de 111,5 millions. En 1995, elle est estimée à 27,6 millions sur un total de 122 millions. Ainsi, la proportion de la population urbaine est passée de 5% en 1961, à 20% en 1991 et à 23% en 1995. La simple projection de cette tendance montre qu'elle dépassera les 30% en 2010. Il en résulte que les

²⁵ Ref : *Analysis of Poverty on Basic Needs Dimensions*, 1995, Bangladesh Bureau of Statistics, Dhaka, 123 p.

²⁶ Ref : *What is a Poverty Profile*, 1992, Christiaan Grootaert, Technical Note, SDA Project, The World Bank, 4 p.

deux plus grandes villes du pays, Dhaka et Chittagong, qui étaient en 1995 des métropoles de 7,6 et 6,2 millions d'habitants avoisineront les 15 millions d'habitant en 2010.

De plus, bien que la pauvreté urbaine soit moins bien étudiée que la pauvreté rurale, dans ses origines, ses formes spécifiques et son évolution, il semble que deux raisons fournissent une explication à son augmentation en termes absolus. L'exode rural, tout d'abord, qui est lié à la non-possession de terres et aux fréquentes inondations de certains villages. Il a pour effet d'accroître l'extrême pauvreté urbaine car les ménages migrants, qui ont peu de qualification et se retrouvent dans un environnement peu familier, ont des difficultés à trouver un emploi. Ensuite, l'insuffisante redistribution des fruits de la croissance urbaine en raison du manque d'emplois susceptibles de procurer un revenu décent et de l'insuffisante couverture des interventions sociales qui sont mises en œuvre, et ce malgré une forte aide extérieure.

D'ailleurs l'emploi, en milieu urbain, est actuellement en majorité le fait de l'auto-emploi ou de micro-entreprises familiales. Parmi ces dernières, nombreuses sont celles qui appartiennent au secteur informel car ne suivant pas l'ensemble des règles officielles instaurées pour la création et la gestion d'une entreprise. Au Bangladesh, le secteur informel n'est pas considéré comme tel. Il ne fait pas l'objet de méthodes de mesure spécifiques et échappe, du moins en partie, aux enquêtes menées par le BBS. En conséquence, il ne contribue que faiblement au calcul du PIB actuel, entraînant une sous-évaluation du PIB et probablement du taux de croissance. Ceci est d'autant plus dommageable que ce secteur, composé en majorité de petits métiers effectués sous la forme d'auto-emploi, s'est fortement développé au cours de ces dernières années. Il est donc urgent d'évaluer l'importance de ce secteur par des méthodes d'investigation appropriées afin de pouvoir intégrer ces résultats dans les comptes nationaux²⁷ et de réviser à la hausse la valeur du PIB.

Une meilleure connaissance du lien entre l'évolution de la pauvreté urbaine et celle des différentes formes d'emploi ne pourra qu'aider à la définition d'une politique économique visant à réduire la pauvreté. Il est, en effet, probable que le démarrage de petites activités sous la forme d'auto-emploi ou de micro-entreprises soit le fait d'individus en situation de pauvreté qui ne connaissent guère la législation en vigueur ou n'ont pas, du moins dans un premier temps, les moyens de la respecter, mais qui tentent par ce biais de s'assurer un revenu de survie. Ils font face au risque d'être maintenu, en raison de la faiblesse des revenus, dans une

²⁷ Cette démarche s'inscrit au BBS dans le cadre du projet de renforcement des comptes nationaux intitulé "Strengthening the National Accounts" qui est pour partie financé par la Banque asiatique de développement.

sorte de trappe de pauvreté, mais ils ont aussi l'espoir de pouvoir, avec le temps, développer leur activité et s'intégrer dans un réseau de petites entreprises.

La compréhension de ces mécanismes justifie la mise en œuvre d'une enquête capable de produire des informations sur les trois domaines que sont l'emploi, la pauvreté et les micro-entreprises. Pour faciliter le recueil des informations propres à chacun de ces domaines, on peut envisager d'effectuer le travail en séquence. Ceci permet de s'appuyer sur de plus gros échantillons pour chacune des phases, améliorant ainsi la représentativité des résultats. Cependant, il faudra par la suite regrouper en une base unique l'ensemble des informations recueillies pour étudier le lien entre les problèmes d'emploi, les situations de pauvreté et la création de micro-entreprises.

Ce découpage en phases de collecte séquentielles dont la première est relative à l'emploi permet de se rapprocher des enquêtes de type 1-2-3. Il faut toutefois en réajuster les caractéristiques méthodologiques au nouveau contexte pour tenir compte des demandes d'information concernant le niveau de pauvreté, d'une part, et la création de micro-entreprises, d'autre part.

2. Modifier l'enquête 1-2-3 pour mesurer la pauvreté

L'enquête 1-2-3, sous sa forme standard, n'est pas une enquête visant à mesurer la pauvreté. Elle cherche plutôt à connaître les diverses formes d'emploi, à les relier aux activités du secteur informel et à voir quels catégories de ménage consomment les produits de ce secteur²⁸. C'est pourquoi il faut, en premier lieu, examiner les traits caractéristiques de l'enquête 1-2-3 standard et voir quelles modifications sont effectuées pour intégrer ce nouvel objectif de mesure de la pauvreté.

2.1. Des modifications dans les caractéristiques de l'enquête

Trois particularités sont caractéristiques de l'enquête 1-2-3. Il s'agit d'une enquête auprès des ménages, d'une enquête en trois phases séquentielles articulées les unes aux autres et d'une enquête urbaine.

²⁸ Ref : "L'enquête 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel à Yaoundé", 1994, *Stateco* n°78, INSEE, Paris, 143 p.

2.1.1. Une enquête auprès des ménages

Bien que visant à fournir des informations sur les unités de production ou de service du secteur informel, l'enquête 1-2-3 est, avant tout, une enquête ménage. En effet, c'est sur un échantillon originel de ménages que sont posées toutes les questions relatives à l'emploi des personnes, que celles-ci soient inactives ou au chômage, salariées ou chefs d'entreprise. Cet échantillon de ménages fournit donc une base de sondage à jour et représentative de l'ensemble des individus membres des ménages enquêtés. Parmi ceux-ci, ceux qui sont chefs d'une petite unité de production sont sélectionnés pour constituer un sous-échantillon de chefs d'entreprise. Ce sous-échantillon, représentatif de l'ensemble des acteurs comme des unités de production, peut ensuite être interrogé au cours d'une nouvelle phase d'enquête pour fournir des informations sur les caractéristiques des entreprises comme sur ceux qui les dirigent.

Cette façon de procéder, qui articule, par le biais des ménages, une enquête sur l'emploi des personnes à une enquête sur les entrepreneurs et les unités du secteur informel, s'oppose, en termes méthodologiques, aux enquêtes qui s'effectuent directement auprès d'un échantillon d'établissements. C'est ce qui fait l'originalité et l'identité de l'enquête 1-2-3. Elle présente l'avantage de mieux prendre compte ce qui se passe au niveau du ménage en ce qui concerne la recherche d'un emploi, la décision de se mettre en auto-emploi, la décision de créer une entreprise familiale informelle ou de l'agrandir en une petite entreprise. Cette démarche est la plus efficace pour constituer un échantillon représentatif d'unités de production informelles généralement absentes des répertoires d'entreprises. De plus, elle permet à toute forme d'entrepreneuriat, auto-emploi ou responsable de micro-entreprise, d'être présent dans l'échantillon, ce que ne garantit pas l'approche alternative dans la mesure où certaines activités ne sont pas précisément localisées, car ambulantes, dans le cas de vendeurs à la sauvette, cireurs de chaussure, vendeurs de jus de canne à sucre, conducteurs propriétaires d'un pousse-pousse ou d'un taxi-scooter, etc., ou cachées dans des maisons d'accès difficile. Elles courent donc le risque d'être oubliées lors d'un recensement des établissements.

Dans le cas de l'enquête bangladaise, et c'est ce qui en fait la spécificité, l'accent est mis sur l'ensemble des activités, que celles-ci évoluent dans le secteur informel ou pas. La distinction entre activités informelles et formelles n'est donc pas un critère de sélection a priori, à la différence des enquête 1-2-3 standards. Ceci n'a pas d'impact sur le principe de l'articulation entre l'enquête sur l'emploi individuel et l'enquête sur les unités de production. Seulement toutes les formes d'emploi sont prises en compte lors de la sélection des chefs d'unités de

production qu'il s'agisse d'auto-emploi, de micro-entreprises ou de petites entreprise familiale. Ceci afin de pouvoir étudier les modifications des formes d'emploi dans le temps en fonction des secteurs d'activité.

2.1.2. Une enquête à phases en séquence

L'enquête 1-2-3 se présente comme une articulation de trois phases successives. La première phase "enquête emploi" est une enquête sur les conditions d'activité de la population. Elle permet de classer la population en trois catégories : inactifs, actifs occupés et chômeurs, et d'en déduire les taux d'activité et de chômage. Elle fournit des informations sur la pluri-activité en relevant les caractéristiques des emplois (principaux ou secondaires), sur le type de chômage (volontaire ou involontaire), et sur la mobilité sociale.

La seconde phase "enquête secteur informel" consiste à réaliser une enquête sur les conditions de fonctionnement et les résultats économiques d'unités de production considérées comme informelles car non déclarées ou sans comptabilité formelle. L'enquête s'effectue auprès du sous-échantillon des dirigeants de ces unités, qu'ils soient propriétaires ou pas, issu de l'échantillon de la première phase. Elle permet ainsi d'établir les comptes de production et de répartition du secteur informel, de comprendre les comportements des agents en matière de fixation des prix, d'investissement et de gestion de la concurrence, et les contraintes ou facteurs de blocage pour accéder au crédit, s'insérer dans le marché et se développer.

La troisième phase "consommation de produits informels" évalue le poids du secteur informel dans la consommation des différentes catégories de ménage. Deux enquêtes en font partie : une sur la consommation des ménages en produits et en services, l'autre sur les lieux d'achat correspondants. Ces enquêtes, en fournissant des informations sur le montant des dépenses, les produits concernés et leurs lieux d'achat, permettent de classer les ménages en fonction de leurs types de consommation et des lieux d'achat choisis.

L'articulation des trois phases permet de relier l'enquête emploi de la première phase et l'enquête consommation de la troisième phase, à l'enquête secteur informel de la deuxième phase. Elle s'opère par la concaténation des fichiers de données au niveau du ménage. De façon générale, le découpage de l'enquête en plusieurs phases présente un double intérêt statistique et économique. Du point de vue statistique, il permet de relier, à travers la procédure d'échantillonnage, des niveaux d'analyse différents comme le ménage, l'individu et l'unité de production, et de réduire la masse des données à traiter à chaque phase. En termes

économiques, il oblige à cibler l'analyse en hiérarchisant les variables clés et les relations qui les relient, de façon à n'introduire des éléments nouveaux que par le biais d'une nouvelle phase. Cette approche présente le mérite de d'alléger la production statistique tout en augmentant sa rapidité et sa fiabilité, alors que le contexte de gestion quotidienne s'avère souvent difficile.

Dans le cas de l'enquête bangladaise, on a conservé le principe de l'articulation de trois phases différentes en raison des avantages que cela présente pour la collecte et la manipulation des données. Cependant, pour répondre aux besoins d'information spécifiques du BBS, ces phases portent sur l'emploi, la pauvreté et les micro-entreprises. Ainsi, alors que la première phase concernant l'emploi demeure similaire à celle de l'enquête 1-2-3 standard, les deux autres qui sont relatives à la pauvreté et aux micro-entreprises doivent utiliser des méthodologies légèrement différentes.

Quant à l'articulation entre les trois phases, elle se trouve contrainte par deux conditions. La première est relative au tirage du sous-échantillon de chefs d'unité de production, qui impose que la phase emploi soit effectuée avant la phase micro-entreprise. La seconde est relative à la mesure de la pauvreté qui, intervenant comme un facteur explicatif de la création de micro-entreprise, doit être traitée avant la phase relative aux micro-entreprises. Ces contraintes ont pour conséquence de modifier l'enchaînement des phases comme nous le verrons plus loin.

2.1.3. Une enquête urbaine

L'enquête 1-2-3 standard a été conçue pour le milieu urbain. C'est en effet, là que les problèmes d'emploi sont les plus aigus et se traduisent par des taux de chômage ou de sous-emploi élevés. En conséquence, l'auto-emploi s'y développe fortement ainsi que toutes sortes d'unités de production ou de service familiales plus ou moins informelles.

Il serait, cependant, possible de concevoir une version de l'enquête 1-2-3 pour le milieu rural, d'autant plus que, en bien des endroits, notamment aux abords des villes, se développent, de plus en plus, des activités non-agricoles de type informel, qui permettent aux agriculteurs de s'assurer des revenus supplémentaires. Mais, les spécificités propres au milieu rural demandent de trouver des solutions pertinentes aux nombreux problèmes méthodologiques que posent la représentativité de l'échantillon, la prise en compte des échanges en nature, la valorisation de l'autoconsommation, etc. Autant de sujets qui demandent une réflexion approfondie et un investissement méthodologique.

En se basant sur la terminologie généralement utilisée dans le cadre des enquêtes auprès des ménages, on peut considérer l'enquête 1-2-3 comme une enquête urbaine à objectif spécifique. Elle a réussi, par le biais d'échantillons articulés, cette intégration entre différentes phases longtemps préconisée, mais sans grand succès, par le NHSCP²⁹ qui, de son côté, s'appuyait sur les échantillons d'enquêtes nationales extraits d'un même échantillon maître. Il en résulte que les enquêtes effectuées dans les villes de Yaoundé et de Antananarivo ont donné lieu à de nombreuses publications sur la situation de l'emploi, du secteur informel et de la consommation, encourageant la reproduction de ce type d'enquête dans d'autres villes³⁰.

L'enquête bangladaise se situe dans cette même dynamique en retenant deux métropoles, Dhaka (7,6 millions d'habitants en 1995) et Chittagong (6,2 millions), et deux villes moyennes, Tangail (3,3 millions) et Rangpur (2,3 millions), comme nouveaux terrains d'expérimentation.

2.2. L'observation de la pauvreté

L'introduction d'un nouvel objectif relatif à la pauvreté, au sein d'un instrument d'investigation non originellement conçu à cet effet, impose de résoudre deux difficultés méthodologiques. La première a trait à la manière d'observer la pauvreté, ce que nous allons aborder dans ce paragraphe. La seconde concerne la manière de relier l'étude de la pauvreté à celle de l'emploi et des micro-entreprises ce qui sera abordé au paragraphe suivant.

On peut, auparavant, remarquer que l'introduction d'un objectif de mesure de la pauvreté ne fait que renforcer la caractéristique d'enquête auprès ménages de l'enquête 1-2-3. Et ceci, parce qu'un seuil de pauvreté et un profil de pauvreté ne peuvent être établis qu'à partir d'informations sur les ménages.

Pour saisir les différentes facettes de la pauvreté, il faut relever des informations sur le niveau de vie, la qualité de vie et les capacités d'auto-réalisation des ménages. La mesure du niveau

²⁹ Etabli en 1975 le National Household Survey Capability Program (NHSCP) a aidé à la mise en place de nombreuses enquêtes ménages et a donné lieu en Afrique au African Household Survey Capability Program plus connu sous le nom Programme africain d'enquête auprès des ménages ou PADEM

³⁰ Ref : *Conditions d'activité de la population de Yaoundé : principaux résultats, enquête 1-2-3 phase 1*, Juin 1993, 17 p. ; *Le secteur informel à Yaoundé : principaux résultats, enquête 1-2-3 phase 2*, novembre 1993, 29 p.; *Consommation et conditions de vie des ménages à Yaoundé : principaux résultats, enquête 1-2-3 phase 3*, décembre 1993, 25 p. ; DIAL-DSCN, Paris-Yaoundé. *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo*, Enquête 1-2-3 phase 1, juin 1995, 31 p. ; *Le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo, Performances, Insertion, Perspectives*, Enquête 1-2-3 phase 2, 49 p. ; *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*, Enquête 1-2-3 phase 3 ; Projet MADIO, Antananarivo.

de vie, aspect le plus quantitatif, s'appuie sur l'instauration d'un seuil de pauvreté calculé à partir de la distribution de la consommation par tête des ménages. Elle demande donc de relever des informations sur les dépenses des ménages, sur les transferts monétaires ou non et l'utilisation de biens durables. Pour décrire la qualité de vie, il faut relever une série d'informations sur le type d'habitat, l'accès à l'eau, à l'énergie, aux services de santé et d'éducation, au type d'alimentation, les biens possédés, etc. Enfin, l'évaluation des capacités d'auto-réalisation des ménages, demande de prendre en compte leurs acquis sociaux, notamment les relations qu'ils peuvent mobiliser et de la vision qu'ils ont de leur propre situation. De plus, pour s'ajuster aux spécificités de la réalité socio-économique bangladaise, on doit revoir les définitions de la plupart des variables retenues.

Notons cependant que la plupart des variables qui décrivent les conditions de vie sont déjà présentes dans l'enquête 1-2-3 standard, au travers des différentes phases, notamment celle concernant la consommation de produits du secteur informel. On peut citer, par exemple, les caractéristiques de l'habitat, l'accès à l'eau, à l'éclairage et à l'énergie, le niveau d'éducation des personnes, les dépenses de santé et d'éducation, les types de consommation, la présence de certains biens durables, etc. Ces variables permettent donc une comparaison avec les résultats de l'enquête sur le suivi de la pauvreté qui recueille les mêmes variables et que met en œuvre le BBS deux fois par an. Il en est de même pour l'enquête dépenses auprès des ménages de 1995-96.

Quelques questions ont néanmoins été rajoutées à l'enquête standard. Elles ont trait à la perception qu'ont les ménages, pauvres ou non, de leur propre situation. Cette forme d'évaluation qualitative, essentiellement subjective, est présente dans l'enquête sur le suivi de la pauvreté. Elle implique de recueillir des informations sur la façon dont les ménages voient leur situation, en analysent les raisons et proposent des solutions pour l'améliorer. D'autres questions, relatives au capital social et à ses manifestations (échanges et dons, transferts d'argent, accès au crédit, prise en charge des enfants de la famille élargie, etc.) traduisent les capacités de mobilisation sociale des ménages.

Pour certaines variables, la recherche d'une bonne adéquation à la réalité socio-économique bangladaise peut entrer en conflit avec les définitions et normes internationales. C'est le cas, par exemple, du travail des enfants. Celui-ci est fréquent dans les micro-entreprises familiales et demeure un moyen de survie indispensable au ménage. Or, on ne peut observer cette situation qu'en relevant des informations sur tous les enfants, même ceux de moins de 10 ans, dès lors qu'ils contribuent par leur travail, même minime, au fonctionnement de l'unité de

production familiale. Ce qui revient, en fait, à mettre de côté la définition de la population active qui, étant basée sur des normes internationales, exclue le travail des enfants de moins de 10 ans.

3. L'enquête 1-2-3 : un moyen de relier pauvreté et création d'emploi

Le fait d'intégrer un volet mesure de la pauvreté dans l'enquête 1-2-3 permet d'étudier les relations entre pauvreté et emploi, entre pauvreté et micro-entreprise, entre micro-entreprise et secteur informel. Autant d'éléments qui peuvent conduire à des conclusions utiles pour la politique économique dès lors qu'elles sont étayées par des analyses empiriques rigoureuses ; mais qui ont des conséquences importantes sur la structure de l'enquête.

3.1. Une nouvelle structure de l'enquête

Ces modifications ont essentiellement deux origines. La première vient du fait que l'on s'intéresse plus à l'ensemble des micro-entreprises qu'à celles appartenant au seul secteur informel, ce qui a un effet sur le processus d'échantillonnage. La seconde vient du souhait de relier la pauvreté et la création de micro-entreprises, qui a un effet sur la séquence des phases.

L'abandon du secteur informel au profit des micro-entreprises

Au Bangladesh, il n'y a pas de définition officielle du secteur informel. On s'intéresse aux petites et micro-entreprises familiales, dénommées "small and cottage industries", prises dans leur ensemble selon les définitions du BSCIC³¹. Le concept de "cottage industries" regroupe tout à la fois l'auto-emploi et les micro-entreprises familiales, car les petites entreprises sont associées aux "small industries".

Les définitions suivantes sont celles adoptées par le BSCIC. "L'auto-emploi" concerne une personne qui travaille à son compte, pour un profit individuel ou familial, souvent sans établissement précis, vendant des produits au moyen d'un petit commerce ou des services comme conducteurs de pousse-pousse, pousseur de charrette, cireur de chaussure, vendeur de jus de canne à sucre, écrivain public, etc. Une "micro-entreprise familiale" est une unité de production manufacturière ou de service pour laquelle l'investissement ne dépasse pas

³¹ La Bangladesh Small and Cottage Industries Corporation (BSCIC) est l'organisme officiel chargé, en relation avec le BBS, de suivre cette population. Elle a réalisé des enquêtes nationales en 1961, 1980, 1987-90 et 1994.

500.000 Thaka (ou 12.000 \$) qui fonctionne sous la direction d'une personne seule avec l'aide de membres de la famille travaillant à plein temps ou à temps partiel. Une "petite entreprise" est une unité de production manufacturière ou de service pour laquelle l'investissement se situe entre 500.000 et 30.000.000 de Thaka (ou 700.000 \$). De plus, les micro-entreprises sont en général situées dans le logement même du ménage, alors que les petites entreprises ont leur propre local indépendant.

Comme, d'une part, on s'intéresse, pour des raisons de politique économique à l'émergence et à l'évolution de toute activité économique, qu'elle soit informelle ou pas, et que d'autre part la définition du secteur informel continue de poser problème³², on préfère ne pas sélectionner à l'issue de la première phase relative à l'emploi, les seules entreprises informelles. On se penche plutôt sur l'ensemble des entreprises qui entrent dans la rubrique "small and cottage industries", en retenant un double critère de filtrage : d'une part, celui du BSCIC à savoir une taille inférieure à 10 personnes, et d'autre part, celui d'appartenance au secteur informel pour les entreprises d'une taille supérieure à 10 personnes. On est, de plus, obligé de considérer les entreprises qui ont grandi entre les phases emploi et micro-entreprises, devenant ainsi des petites entreprises. Ce phénomène vraisemblablement peu important mérite toutefois d'être analysé car il est révélateur de la capacité d'une entreprise à s'auto-développer³³.

Ces trois groupes d'entreprises : entreprises de taille inférieure à 10 personnes qu'elles soient informelles ou pas, entreprises informelles d'une taille supérieure à 10 personnes et entreprises ayant crû entre les phases emploi et micro-entreprises devront être considérées avec une attention toute particulière.

Il en résulte que la troisième phase qui, dans l'enquête standard 1-2-3 traite du secteur informel, devient, dans le cas bangladais, une phase micro-entreprise incluant l'auto-emploi et les micro-entreprises, voire, pour des raisons analytique, certaines petites entreprises. Ceci afin de déceler la capacité qu'ont les individus et les ménages à engendrer leurs emplois, informels ou pas, et, dans une moindre mesure, à se développer. Il faut donc entre les phases emploi et micro-entreprises combiner un processus de classification des entreprises par taille, parallèlement au filtre qui repère les unités de production informelles.

³² Ref : C.Morrison et D.Mead (1996) montrent que la conjonction des critères généralement utilisés pour définir le secteur informel (faible taille, informalité juridique et faible dotation en capital matériel et humain) n'est pas vérifiée : beaucoup d'entreprises respectent une partie des règlements et beaucoup d'entrepreneurs ont un niveau de formation satisfaisant.

³³ Ref: Naudet David, 1997, "Les petites entreprises à Madagascar : Le "Missing Middle" retrouvé", Stateco n°86, pp. 21-37.

Cela n'empêche pas d'étudier a posteriori le degré d'informalité de toutes ces unités de production en s'appuyant sur un certain nombre de critères de formalité classiques comme le fait d'être enregistré à une chambre de commerce, de tenir une comptabilité écrite, d'avoir un numéro de sécurité sociale, d'établir des contrats écrits avec le personnel, etc. Ce travail effectué à l'issue de l'enquête sur l'ensemble des données recueillies, permet de fournir aux comptes nationaux des informations sur l'importance du secteur informel par branche d'activité.

3.1.1. Pauvreté et micro-entreprises: un effet sur la séquence des phases

L'enquête bangladaise comprend trois phases qui traitent des volets emploi, pauvreté et micro-entreprises. Les phases emploi et pauvreté font appel à des échantillons de ménages alors que la phase micro-entreprises s'appuie sur un échantillon d'individus extrait de la phase emploi.

Or il y a une difficulté majeure qui résulte du fait que l'enquête s'effectue en plusieurs phases, comme le fait une enquête en panel. Elle vient de ce que l'échantillon de ménages constitué lors de la première phase tend à se réduire au cours des phases suivantes en raison de la mobilité des ménages (créant des biais d'attrition). Cette mobilité est élevée en milieu urbain et peut atteindre jusqu'à 20% des ménages au cours de l'année. De plus, elle concerne en priorité les ménages les plus pauvres, qui sont en recherche d'emploi et de meilleures conditions de vie, et donc prêts à déménager à la première opportunité.

Il en résulte que si l'on veut étudier le lien entre le niveau de pauvreté et l'émergence d'une unité de production, sous la forme d'auto-emploi ou de micro-entreprise, il faut que les informations relatives aux unités de production puissent toutes être croisées avec celles concernant la pauvreté et l'emploi. Autrement dit, cela implique, en raison des disparitions de ménages entre phases, que la phase micro-entreprises soit réalisée en troisième position. C'est donc l'objectif d'analyse fondamental de l'enquête qui impose l'ordre méthodologique de réalisation des trois phases. On retrouve ainsi le lien classique entre la définition des objectifs d'analyse d'une enquête et les méthodologies qui sont employées pour les satisfaire³⁴.

³⁴ Ref: Dubois Jean-Luc et Blaizeau Didier, 1990, Connaître les conditions de vie dans les pays en développement, tome 1 : Concevoir l'enquête, 165 p., tome 2 : Collecter les informations, 312 p., tome 3 : Analyser les résultats, 175 p., Ministère de la coopération et du développement, La Documentation française, Paris.

L'articulation des phases doit donc se faire de la manière suivante. La phase emploi, en première position, permet de répondre à l'objectif de connaissance des formes d'emploi, de fournir un échantillon représentatif des ménages et classer le sous-échantillon d'individus entrepreneurs selon la taille de leur unité de production. Cette approche, propre à l'enquête 1-2-3, diffère des enquêtes dépenses ou conditions de vie où la priorité est accordée à la consommation des ménages et son lien avec la pauvreté, et où l'emploi ne sert qu'à expliquer le revenu, estimé par la consommation, et à classer les ménages en catégorie socio-économique.

La phase pauvreté est réalisée en deuxième sur le même échantillon de ménages. Même si des déperditions ont lieu en raison de la mobilité des ménages, on peut remplacer les ménages disparus par des ménages équivalents, selon certains critères, de manière à éviter des biais d'attrition au niveau global. Cependant, on ne peut guère éviter les effets de réduction du panel de ménages sur l'analyse de la relation entre le type d'emploi et le niveau de pauvreté.

La phase micro-entreprises est réalisée en dernier sur le sous-échantillon d'individus entrepreneurs et d'unités de production correspondantes. Ce dernier, sélectionné à l'issue de la première phase, peut être réduit, au moment des opérations de terrain du nombre d'entrepreneurs dont les ménages ont disparu, pour cause de déplacement, entre la première et la troisième phase. Néanmoins, on est sûr, en procédant de cette manière, que les ménages concernés par le volet micro-entreprise sont tous représentés dans les deux premières phases. Ceci permet une analyse conjointe des informations des trois phases et donc l'étude de la relation entre les formes emploi, la pauvreté et les différents types d'entreprises.

3.2. Emploi, pauvreté et micro-entreprises

Les enquêtes sur l'emploi menées par le BBS³⁵ fournissent des informations sur la relation entre pauvreté et emploi, ainsi que sur les dynamiques entrepreneuriales. Malheureusement, bien que les échantillons soient nationaux, on n'est pas assuré de leur représentativité, en raison de la sélection par choix raisonné de certaines catégories de travailleurs.

³⁵ 7 enquêtes, dénommées Labour Force Survey (LFS), ont eu lieu en 1983-84, 1984-85, 1985-86 et 1987-88 auprès de 6.000 ménages, en 1989 et en 1990-91 auprès de 9.000 ménages, en 1995-96 auprès de 15.000 ménages.

3.2.1. La relation entre emploi et pauvreté

Ces enquêtes montrent qu'en milieu urbain, la pauvreté, et plus encore l'extrême pauvreté, tire son origine de l'absence d'emploi ou du sous-emploi. Ainsi l'enquête de 1995-96³⁶ donne 20,1 millions comme population en âge de travailler, c'est à dire âgée de 10 ans et plus, 10,2 millions comme population économiquement active et respectivement 5% et 20% comme taux de chômage et de sous-emploi. L'administration, les entreprises publiques et le secteur privé industriel ne créent pas suffisamment d'emplois pour absorber la population urbaine en âge de travailler, notamment les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Parmi ceux-ci, il y a un nombre important de jeunes diplômés, qui font que le taux de chômage est de 8% pour cette catégorie.

Plus généralement, il y a, en milieu urbain, 2 personnes en moyenne qui sont économiquement actives par ménage. Ce qui donne, en considérant la répartition entre hommes et femmes, respectivement de 1,45 et 0,55 par ménage. Il en résulte que, dans un ménage sur deux, la femme se consacre aux seules tâches ménagères et un autre adulte aide le chef de ménage³⁷. De plus, sur ces 2 personnes, il y a même pas un (la moyenne étant 0,6) qui reçoit un salaire régulier et donc travaille dans l'administration, les entreprises publiques ou le secteur privé industriel.

Face à cette situation, la mise à son propre compte, sous la forme d'auto-emploi ou de micro-entreprise familiale, est la seule solution pour se procurer un revenu minimum. En 1995, cette catégorie d'activité représentait 36,7% des emplois chez les urbains de plus de 15 ans et concernait en majorité le commerce, les transports et les services personnels.

Le problème vient de ce qu'une bonne part de ces emplois, qui ont au moins le mérite de fournir un revenu, sont instables, mal rémunérés et maintiennent, de ce fait, le ménage dans la pauvreté. Comme ils ne permettent guère des gains de productivité qui accroîtraient le revenu, ils maintiennent le ménage à la limite de la survie, jouant alors un rôle de trappe de pauvreté. L'enquête de suivi de la pauvreté montre ainsi, dans ses résultats de décembre 1995, que l'incidence de la pauvreté est la plus forte chez les ménages urbains dont les chefs de ménage sont des travailleurs indépendants du petit commerce, de l'artisanat et des transports.

³⁶ Ref : *Report on the Labour Force Survey in Bangladesh 1995-96*, December 1996, Bangladesh Bureau of Statistics, Reproduction Documentation & Publication Wing, Secretariat, Dhaka, 195 p.

³⁷ Ces informations sont utiles pour estimer la durée d'interview du ménage au cours de la première phase consacrée aux emplois individuels.

3.2.2. Micro-entreprises et dynamique du secteur informel

Dans les zones urbaines, le nombre de petits métiers et de micro-entreprises familiales ne cesse de s'accroître. En 1991, ils représentaient déjà 47,2 % des emplois au niveau national.

Or, de 1980 à 1991, le nombre de micro-entreprises familiales (qui comprend, dans ce cas, les petits métiers venant de l'auto-emploi) est passé de 321.743 à 405.476. Les couturiers et tailleurs sont les plus nombreux, viennent ensuite ceux qui travaillent le bambou et la canne, puis les producteurs de sel, les décortiqueries de riz, les potiers, les travailleurs du bois, les tôleurs, forgerons et orpailleurs. Ce sont les entreprises travaillant dans les secteurs du vêtement et de la réparation des véhicules qui font les plus gros profits.

Sur la même période, le nombre des petites entreprises s'est accru de 24.005 à 38.294, les industries de transformation alimentaires étant les plus importantes. Viennent ensuite les moulins à riz, les fabriques de biscuit, les industries textile, la lingerie et l'industrie du cuir³⁸.

Ces entreprises présentent de nombreux avantages en ce qui concerne le revenu et l'emploi. Elles fournissent des opportunités d'emploi avec une possibilité de gain immédiate ; elles nécessitent relativement peu d'investissements par emploi et ont une très courte période de gestation. De plus, elles permettent de répondre avec un faible coût à une part importante de la demande des ménages, qui concerne souvent les pauvres ou les plus vulnérables. Enfin, elles contribuent directement à la lutte contre la pauvreté, en faisant appel à des qualifications peu utilisées et sous-employées, et contribuent ainsi à réduire les inégalités dans la distribution des revenus.

La présence d'un tel tissu de petites et de micro-entreprises familiales rend un pays, considéré comme pauvre au niveau international en termes de PIB par tête, à l'être beaucoup moins dans les faits comme le traduit le PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat. En effet, ses entreprises parviennent à répondre plus facilement aux besoins essentiels (alimentation, habillement, logement, santé, éducation, etc.) exprimés par la demande locale, grâce au bas niveau des prix pratiqués.

Il reste, cependant, une grande interrogation face à cette situation. Elle concerne la dynamique interne de ce tissu de petites et micro-entreprises. Est-on en présence, du moins dans certains secteurs d'un phénomène d'accumulation latent qui permet d'envisager l'amorce d'un

développement à moyen terme, ou bien uniquement face à la juxtaposition de myriades de comportements individuels visant à la seule survie à court terme ? Autrement dit, ces petits métiers, et les micro-entreprises familiales correspondantes, sont-ils le ferment d'un processus débouchant sur la constitution d'une main d'œuvre de plus en plus qualifiée et d'un tissu de petites et moyennes entreprises créatrices à terme d'emplois et de valeur ajoutée ?

Répondre à cette question, demande d'étudier les probabilités de passage entre les diverses étapes de l'auto-emploi à la micro-entreprise familiale, à la petite entreprise, à l'entreprise moyenne, etc., et d'examiner dans quelle mesure les conditions financières et sociales actuelles facilitent ou, au contraire, empêchent ce passage en raison de blocages divers. Ceci permet de déduire des trajectoires probables pour les différentes formes d'emploi et les types d'entreprise correspondantes, et donc de savoir si toutes les formes d'emploi ont des chances égales de se développer ou si certaines catégories d'entreprises ont des difficultés à émerger créant en quelque sorte un "chaînon manquant" ou "missing middle" dans la panoplie des entreprises. Un tel travail peut être menée en coupe instantanée sur les données de l'enquête bangladaise, mais l'estimation précise des probabilités de passage demanderait la reproduction de cette enquête auprès de la même population de ménages et d'entrepreneurs afin de permettre une analyse sur panel³⁹.

En ce qui concerne l'aspect d'informalité des micro-entreprises, deux types de résultats sont utiles. D'une part, la mesure de la part du secteur informel dans la création d'emploi et de valeur ajoutée aide à évaluer, à travers les comptes nationaux, sa contribution à l'économie nationale. D'autre part, l'étude des probabilités de passage entre secteurs informel et formel, selon les critères de définition du secteur informel, et en relation avec la taille et la durée de fonctionnement des micro-entreprises fournit des éléments pour la formulation d'une politique publique ciblée sur certaines des branches d'activité de ces entreprises.

3.3. Des éléments pour la politique économique

La stratégie de développement à long terme suivie par le gouvernement du Bangladesh, s'appuie sur trois directions d'action. En premier lieu, l'accent est mis sur la croissance du PIB

³⁸ The Bangladesh Small and Cottage Industries Corporation (BSCIC) conducted country wide surveys in 1961, 1980, 1987-90 and 1994 and produced regular reports on the situation.

³⁹ Ref : *Etude des trajectoires de microentreprises dans les pays en développement : aspects théoriques, méthodologiques et premiers résultats d'enquêtes sur échantillon constant*, 1997, Sarah Marniesse, DIAL, Paris, 57 p.

à partir de l'utilisation de technologies à forte intensité de travail. Ensuite, afin de pouvoir tirer le meilleur parti des ressources humaines existantes, on cherche à assurer, pour tous, la sécurité alimentaire, un accès aux soins de santé et un accès à l'éducation. Enfin, des systèmes de protection des plus pauvres, sortes de "filets de sécurité", sont mis en place sous la forme de travaux à haute intensité de main d'œuvre, de petit crédit ou de vivres contre du travail.

Ce cadre général justifie la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures macro-économiques visant à rendre l'économie plus performante, comme, par exemple, la réorganisation de l'administration pour en renforcer son rôle de guide du marché, l'augmentation de la productivité agricole, la privatisation des entreprises publiques et le développement du secteur privé⁴⁰. Il s'agit, en fait, de créer par le biais d'une législation fiscale appropriée et d'une amélioration du système bancaire, un environnement qui suscite les initiatives du secteur privé comme cela a déjà eu lieu avec succès pour les industries du vêtement, les pêcheries, l'alimentation congelée et les industries du cuir.

Cependant, bien que soit reconnu, dans ce cadre, la nécessité d'accroître les opportunités d'emploi pour les plus pauvres, bien peu est dit sur la façon dont ils pourraient s'insérer dans le marché du travail et ainsi participer à la croissance. Il y a là un élément essentiel qui semble le grand absent d'une politique de développement qui se veut, pourtant, capable d'éradiquer à terme la pauvreté.

C'est pourquoi, on peut penser que le fait d'avoir des informations sur la situation de l'emploi en milieu urbain, sur la relation avec le niveau de vie des ménages, sur les caractéristiques des micro-entreprises et de ceux qui les créent, et sur l'importance du secteur informel apportera un nouvel éclairage dans ce domaine et permettra de compléter la politique économique actuelle dans ce sens.

Il est, en effet, possible à l'examen de la situation des petites et micro-entreprises familiales d'envisager, vis-à-vis de ce secteur, une panoplie de mesures en concordance avec l'objectif de réduction de la pauvreté. On peut, par exemple, encourager l'auto-emploi et la création de micro-entreprises familiales par divers moyens comme l'information sur les débouchés, les incitations financières, l'accès au crédit, etc. On peut aussi tenter de réduire la segmentation des marchés pour aider ceux que les petits métiers peu rémunérateurs maintiennent dans la trappe de pauvreté, à accéder à la demande existante et ainsi accroître leurs revenus. Enfin, on

⁴⁰ Ref : *Bangladesh. Annual Economic Update : Recent Economic Developments and Medium-Term Reform Agenda*, July 1996, The World Bank, Washington, 56 p.

peut faciliter le passage d'une situation d'auto-emploi à celle d'entreprise familiale ou de petite entreprise, par l'acquisition d'un savoir technique, l'amélioration des compétences, l'accès au crédit, etc.

D'autres mesures visant à permettre aux micro-entreprises du secteur informel de s'intégrer petit à petit dans un cadre plus formel peuvent être rajoutées à cette panoplie. Elles concernent, par exemple, l'institution de mécanismes qui fédèrent certains emplois au sein de coopératives ou d'associations de micro-entreprises, en tissant des relations de sous-traitance partielle. De tels processus innovatifs permettent au secteur informel de conserver son rôle de moyen d'insertion au marché du travail tout en ouvrant la possibilité d'une évolution à plus long terme vers un secteur industriel ou de services plus structuré.

Conclusion

Cet article montre comment l'enquête à phases 1-2-3, réalisée sous sa forme standard dans un certain nombre de pays, peut être adaptée aux besoins et à la réalité socio-économique du Bangladesh. Bien que la caractéristique identitaire fondamentale de cette enquête, à savoir l'observation du secteur des micro-entreprises à partir d'une enquête emploi auprès des ménages, ait été naturellement conservée contribuant à en faire une enquête 1-2-3, des modifications importantes ont été apportées dans les méthodes utilisées et dans l'enchaînement des trois phases. On est ainsi passé de trois phases "emploi, secteur informel et consommation" à une enquête relative à "l'emploi", "la pauvreté" et "les micro-entreprises" afin d'intégrer le nouvel objectif de suivi de la pauvreté urbaine⁴¹. L'enquête met l'accent sur les micro-entreprises plutôt que sur le secteur informel et sur la mesure de la pauvreté plutôt que sur la consommation de produits fabriqués par ce même secteur. Elle fournit ainsi des informations qui sont complémentaires, soit par leur nouveauté, soit par leur précision, à celles régulièrement recueillies par le BBS avec ses enquêtes dépenses auprès des ménages, suivi de la pauvreté, emploi, avec le recensement agricole, etc.

Cette approche permet d'éviter une vision duale - secteur moderne/secteur informel -des petites et micro-entreprises et met l'accent sur la réponse aux questions scientifiques relatives à la relation entre emploi et pauvreté - avec le problème de la trappe de pauvreté -, entre

⁴¹ Ref : Monitoring Urban Poverty at the Bangladesh Bureau of Statistics. Design and Implementation for an Adaptive 1-2-3 Survey, 1997, Jean-Luc Dubois et Sarah Marniesse, DIAL, Paris, 90 p.

pauvreté et micro-entreprises - avec la capacité de sortir de la pauvreté par la création de micro-entreprises -, entre micro-entreprise et secteur informel - avec la probabilité de quitter le secteur informel en fonction du développement et de la durée de fonctionnement. Elle fait alors de l'enquête 1-2-3 un outil original, capable de répondre aux préoccupations de ceux qui cherchent les moyens d'éradiquer la pauvreté en milieu urbain, sachant que cette dernière ne disparaîtra que lorsqu'un emploi, sous une forme ou une autre, pourra être procuré à tous les ménages ; et, dans ce contexte, les micro-entreprises jouent un rôle essentiel.

Il ne s'agit, cependant, que d'une expérience pilote qui porte sur quatre villes : Dhaka, Chittagong, Tangail et Rangpur, chacune ayant été choisie pour ses caractéristiques propres. Dhaka et Chittagong sont les deux plus grandes villes du Bangladesh, l'une étant la capitale et l'autre un port de commerce international, et les petites activités de production ou de service y sont pléthoriques et très diversifiées. Tangail (3,3 millions d'habitants) et Rangpur (2,3 millions) sont deux villes moyennes choisies en raison de leur position de centres d'échanges commerciaux avec l'Inde.

Or c'est l'extension de cette expérience à d'autres villes, afin d'augmenter la représentativité des résultats au niveau national, et sa reproduction auprès des mêmes ménages et entrepreneurs, afin d'instituer un panel, qui permettrait effectivement de suivre l'évolution de la pauvreté urbaine sur plusieurs années. Mais ceci pose deux problèmes : d'une part, celui du financement d'une telle opération et, d'autre part, celui de son intégration dans le système d'enquêtes actuel du BBS qui comprend déjà une enquête semestrielle de suivi de la pauvreté.

Dans ce domaine, l'Union Européenne peut jouer un rôle plus actif en aidant le BBS à transformer cette expérience pilote en un système d'information intégré sur le suivi de la pauvreté urbaine. Mais avant de s'engager dans cette voie, il faudra s'assurer de la fiabilité des informations recueillies par l'enquête et de la pertinence des analyses effectuées.

Ceci amène à se poser une dernière question : l'enquête 1-2-3 telle que conçue pour le Bangladesh est-elle mieux appropriée à la situation que les enquêtes budget-consommation et de dépenses des ménages, ou les enquêtes sur la dimension sociale de l'ajustement (DSA) et sur la mesure des niveaux de vie (Living Standard Measurement Study)⁴² ?

On aurait pu, en effet, envisager de réaliser à la place de l'enquête 1-2-3, une enquête budget-consommation urbaine, en y intégrant un volet sur l'emploi. Mais il aurait fallu, de toute

manière, rajouter une phase supplémentaire pour enquêter les micro-entreprises correspondant à l'échantillon des entrepreneurs sélectionnés à partir du volet emploi. Cela aurait présenté, certes, l'avantage de faciliter l'étude de la relation pauvreté et emploi. Mais cette réduction de trois phases à deux a pour effet d'alourdir sensiblement la première phase et donc de déséquilibrer la répartition des tâches, le traitement des données et la publication des résultats dans le temps. Il peut en résulter la formation de goulots d'étranglement dans le processus de production des résultats et une perte d'efficacité dans la formation sur le tas des agents du BBS impliqués dans le projet.

Quand à l'enquête intégrale DSA⁴³, qui regroupe, à côté de nombreux autres volets, l'ensemble des aspects emploi, pauvreté et entreprises, elle est trop complexe pour la mise en valeur de quelques relations clés et porte sur des échantillons trop petits de ménages et surtout d'entreprises pour étudier les relations qui nous intéressent. Sa simplification et l'augmentation des échantillons aboutirait, en fait, à un schéma proche de l'enquête 1-2-3 actuelle.

L'enquête 1-2-3 a donc une spécificité propre par l'accent mis sur des objectifs bien particuliers et par son innovation en matière de structure légère composée de trois phases articulées par échantillonnage. En raison de ces qualités, elle peut trouver des terrains d'expérimentation dans de nombreux pays où l'urbanisation croissante se double d'une montée parallèle des inégalités et de la pauvreté.

Plus généralement, sa création s'intègre dans la recherche actuelle de systèmes d'information, visant à mieux saisir les comportements de certains acteurs face aux modifications d'un environnement économique marqué par les effets de la troisième révolution industrielle. Cette dernière, basée sur l'informatique et l'intensification des communications, aboutit à une nouvelle répartition des formes d'emploi et des types d'entreprises entre le Sud et Nord, et, malgré des phases de croissance forte, accroît les inégalités et la pauvreté⁴⁴.

⁴² Ref : " Quels systèmes d'information pour les politiques de lutte contre la pauvreté ", 1996, Jean-Luc Dubois, in *Cahiers des Sciences Humaines* vol.32 n° 4, ORSTOM, Paris, pp. 869-892.

⁴³ Ref : *The Social Dimensions of Adjustment Integrated Survey: A survey to Measure Poverty and Understand the Effects of Policy Change on Households*, 1992, Delaine Ghislaine et al., SDA Working Paper n°14, World Bank, Washington, 207 p.

⁴⁴ Ref : *Richesse du monde et pauvretés des nations*, 1997, Daniel Cohen, Flammarion, Paris, 165 p.

Bibliographie

- Bangladesh Bureau of Statistics, 1996, *Report on the Poverty Monitoring Survey 1995*, December 1996, Reproduction Documentation & Publication Wing, Secretariat, Dhaka, 156 p.
- Bangladesh Bureau of Statistics, 1996, *Report on the Labour Force Survey in Bangladesh 1995-96*, December 1996, Reproduction Documentation & Publication Wing, Secretariat, Dhaka, 195 p.
- Bangladesh Bureau of Statistics, 1996, *Report on the Task Force on the Review of National Accounts of BBS*, June 1996, Reproduction Documentation & Publication Wing, Secretariat, Dhaka, 118 p.
- Bangladesh Bureau of Statistics and UNICEF, 1996, *Achieving the Mid Decade Goals for Children in Bangladesh*, January 1996, The Pioneer Printing Press Ltd., Dhaka, 68 p.
- Bangladesh Bureau of Statistics, 1995, *Analysis of Poverty on Basic Needs Dimensions*, Vol.1, December 1995, Dhaka, 123 p.
- Bangladesh Bureau of Statistics, 1995, *Report on the Household Expenditure Survey 1991-92*, November 1995, 290 p. ; *Summary Report of Household Expenditure Survey 1991-92*, February 1995, 22 p. ; Dhaka.
- Bangladesh Bureau of Statistics, 1994, *Child Nutrition Survey on Bangladesh 1992*, May 1994, Reproduction Documentation & Publication Wing, Secretariat, Dhaka, 170 p.
- Bangladesh Bureau of Statistics, 1993, *Twenty Years of National Accounts of Bangladesh (1972-73 to 1991-92)*, July 1993, Reproduction Documentation & Publication Wing, Secretariat, Dhaka, 296 p.
- Cohen Daniel, 1997, *Richesse du monde et pauvretés des nations*, Flammarion, Paris, 165 p.
- DIAL-DSCN, 1993, *Conditions d'activité de la population de Yaoundé : principaux résultats*, enquête 1-2-3 phase 1, Juin 1993, 17 p. ; *Le secteur informel à Yaoundé : principaux résultats*, enquête 1-2-3 phase 2, novembre 1993, 29 p. ; *Consommation et conditions de vie des ménages à Yaoundé : principaux résultats*, enquête 1-2-3 phase 3, décembre 1993, 25 p. ; Paris-Yaoundé.
- Delaine Ghislaine et al., 1992, *The Social Dimensions of Adjustment Integrated Survey: A survey to Measure Poverty and Understand the Effects of Policy Change on Households*, SDA Working Paper n°14, World Bank, Washington, 207 p.
- Dubois Jean-Luc et Marniesse Sarah, 1997, *Monitoring Urban Poverty at the Bangladesh Bureau of Statistics. Design and Implementation for an Adaptive 1-2-3 Survey*. DIAL, Paris, 90 p.
- Dubois Jean-Luc, 1996, "Quels systèmes d'information pour les politiques de lutte contre la pauvreté", in *Cahiers des Sciences Humaines* vol.32 n° 4, ORSTOM, Paris, pp. 869-892.
- Dubois Jean-Luc et Blaizeau Didier, 1990, *Connaître les conditions de vie dans les pays en développement*, tome 1 : *Concevoir l'enquête*, 165 p., tome 2 : *Collecter les informations*, 312 p., tome 3 : *Analyser les résultats*, 175 p., Ministère de la coopération et du développement, La Documentation française, Paris.
- Faizuddin Ahmed and Md. Shamsul Alam, 1997, *Poverty Monitoring Survey in the Rural Areas December 1995 : Summary Results*, Communication at the CIRDAP-BBS National Seminar on Poverty Monitoring 30 April 1997, Dhaka, 13 p.

- Fusilier Patrick, Borger Johannes, Dubois Jean-Luc et Marniesse Sarah, 1997, *Technical Assistance to the Bangladesh Bureau of Statistics*, Final Report, European Commission DG I, EURAGRI II, Brussels.
- Grootaert Christiaan, 1992, *What is a Poverty Profile*, Technical Note, SDA Project, The World Bank, 4 p.
- Hossain Md. Delwar, 1997, *Poverty Monitoring Survey in the Urban Areas December 1995 : Summary Results*, Communication at the CIRDAP-BBS National Seminar on Poverty Monitoring 30 April 1997, Dhaka, 13 p.
- Hossain M. and Sen B." Rural Poverty in Bangladesh : Trends and Determinants", 1992, , *Asian Development Review* n°10 ;
- MADIO (Madagascar, Dial, Instat, Orstom), 1995, *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo*, Enquête 1-2-3 phase 1, juin 1995, 31 p. ; *Le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo, Performances, Insertion, Perspectives*, Enquête 1-2-3 phase 2, octobre 1995, 49 p. ; *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*, Enquête 1-2-3 phase 3, octobre 1995 ; Projet Madio, Antananarivo.
- Marniesse Sarah, 1997, *Etude des trajectoires de micro-entreprises dans les pays en développement : aspects théoriques, méthodologiques et premiers résultats d'enquêtes sur échantillon constant*, DIAL, Paris, 57 p.
- Morrisson Christian et Mead Donald, 1996, "Pour une nouvelle définition du secteur informel", *Revue d'économie du développement* 3/1996, PUF, Paris, pp.3-26.
- Naudet David, 1997, "Les petites entreprises à Madagascar : Le "Missing Middle" retrouvé", *Stateco* n°86, pp. 21-37.
- OCDE, 1994, *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement : versements, engagements, indicateurs économiques 1989-92*, Paris, 340 p.
- Ravallion Martin, 1990, *Markets and Famines*, The University Press Limited, Dhaka, 203 p.
- Reza Sadrel, M.U. Ahmed & Wahiduddin Mahmud, 1992, *Small and Medium-Scale Enterprises in Industrial Development : The Bangladesh Experience*, Academic Publishers, Dhaka, 214 p.
- Roubaud François (dir.), 1994, "L'enquête 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel à Yaoundé", *Stateco* n°78, INSEE, Paris, 143 p.
- Sen B. and Islam Q.T., 1993, " Monitoring Adjustment and Urban Poverty in Bangladesh : Issues, Dimensions, Tendencies", 1993, in *Monitoring Adjustment and Urban Poverty in Bangladesh*, Dhaka.
- UNDP, 1997, *Human Development Report 1997 : Poverty and Human Development*, Oxford University Press, 250 p.
- World Bank, 1997, *The World Bank Atlas*, Washington, 48 p.
- World Bank, 1996, *Bangladesh. Annual Economic Update : Recent Economic Developments and Medium-Term Reform Agenda*, July 1996, Washington, 56 p.